

Dossier n° «**nume\_dema**»

**CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**  
**Versement d'avance**  
**Mesure de soutien aux investissements des entreprises dans le cadre de l'OCM vitivinicole**

Nous soussignés <sup>(1)</sup>.....  
dont le siège social est situé au <sup>(2)</sup>.....  
.....  
immatriculés au registre du commerce et des sociétés de <sup>(3)</sup> .....  
sous le numéro <sup>(4)</sup> .....  
représenté par <sup>(5)</sup>.....  
.....  
ayant tous pouvoirs à cet effet,

**[Supprimer ou barrer les mentions inutiles]**

- o **Pour les établissements de crédit dont le siège social est situé en France, ou succursales établies sur le territoire français d'établissements de crédit ayant leur siège social dans un Etat qui n'est ni membre de l'Union Européenne ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou société de financement dont le siège social est situé en France.**

certifions être agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel conformément à l'article L.511-10 du Code monétaire et financier et détenir la capacité de nous porter caution en faveur de tiers<sup>(6)</sup>,

- o **Pour tout établissement de crédit ou société de financement dont le siège social est situé dans un Etat membre autre que la France.**

déclarons détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L. 511-22 et 23 du Code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur des tiers,

- o **Pour les sociétés d'assurance.**

certifions être agréées par l'autorité de contrôle prudentiel et déclarons détenir, conformément au code des assurances et notamment son article L. 310-2, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur des tiers,

déclarons nous engager conjointement et solidairement avec <sup>(7)</sup>.....  
.....,  
dont le siège social est situé au <sup>(8)</sup>.....  
.....  
immatriculé au registre du commerce et des sociétés de <sup>(9)</sup>.....  
sous le numéro <sup>(10)</sup>.....,

à payer sans pouvoir soulever le bénéfice de discussion ni de division, dans les trente jours suivant la demande de l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) - 12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 - 93 555 Montreuil-sous-Bois Cedex et à concurrence de la somme de <sup>(11)</sup>  
.....euros,

toute somme, en principal, intérêts, sanctions et autres accessoires, dont <sup>(12)</sup>.....

pourrait être redevable au titre des règlements communautaires applicables à la suite de ses demandes de versement d'avances dans le cadre de la mesure INVESTISSEMENT dans le secteur vitivinicole.

Le présent cautionnement prendra fin une fois qu'il aura été prouvé, conformément aux règles spécifiques de l'Union et à la satisfaction de l'autorité compétente, que l'obligation garantie a été remplie.

Fait à .....

Le .....

[Signature autorisée, nom et cachet commercial]

(1) [nom de l'organisme habilité à se porter caution]

(2) [adresse de l'organisme]

(3) [lieu d'immatriculation RCS]

(4) [numéro RCS].

(5) [nom, fonction, adresse d'élection de domicile]

(6) **Pour les organismes de crédit et d'investissement dont le siège social est établi dans un autre Etat membre de l'espace économique européen indiquer ici : "déclarons détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L.511-22 et 23 du Code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur des tiers". Pour les sociétés d'assurance indiquer ici : "déclarons détenir, conformément au code des assurances et notamment son article L.310-2, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur de tiers."**

(7) [nom ou raison sociale du cautionné]

(8) [adresse du siège social du cautionné et d'expédition de la mainlevée de la garantie]

(9) [lieu d'immatriculation]

(10) [numéro RCS]

(11) [en chiffres et en lettres]

(12) [nom de l'entreprise cautionnée]